



Bilan – Région Limousin

Population au 01/01/2014	735 880		
Economie			
PIB 2013	<i>Montant brut (en M €)</i> 17 724	<i>Montant par hab. (en €)</i> 24 061	<i>Évolution depuis 2000 (en %)</i> -0,2%
Emploi 2013	<i>Niveau d'emploi</i> 280 465	-	<i>Évolution depuis 2000 (en %)</i> -1,5%
Taux de chômage 2014	En % 9%	-	-
Dépenses (données CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	400	542	-3,7%
Dépenses d'investissement (hors dette)	85,2	115	-20,4%
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			21,3%
Recettes (données CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	166,9	226	-2,1%
Dotations et subventions	200,7	272	+12,4%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			30,1%
Dette financement (données et CA 2013)	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	245	332	7,3%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années)			4,1
Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			→

Source : DGCL (www.collectivites-locales.gouv.fr), Insee, calculs du chiffréur.



DEMOGRAPHIE, EMPLOI, ATOUS ECONOMIQUES	3
ÉCONOMIE : STRUCTURE ET DYNAMIQUES	4
LES DEPENSES.....	5
LES RECETTES.....	6
L'ENDETTEMENT	7



Démographie, emploi, atouts économiques

Une région peu peuplée

Avec 764 935 habitants au 1^{er} janvier 2013, le Limousin est une région peu peuplée. Elle se situe au 21^e rang des régions de France métropolitaine, devant la Corse.

Région rurale (45% des habitants résident dans une commune rurale), le Limousin a connu dans la période récente une croissance démographique moins dynamique que la moyenne nationale. Entre 1999 et 2014, la population a crû d'environ 7%, contre plus de 9% pour la moyenne nationale.

Deux phénomènes s'opposent : un solde naturel négatif (nombre de décès supérieur au nombre de naissances) d'une part, un solde migratoire important d'autre part, qui a permis à la population limousine de poursuivre sa croissance. Celle-ci a avant tout profité aux centres urbains, et notamment à la zone urbaine de Limoges, qui concentre la moitié de la croissance de la population.

Une population vieillissante

Le Limousin est la région de France métropolitaine qui compte la part la plus importante de personnes de plus de 65 ans dans sa population : ceux-ci représentent en effet 23,1% de la population en 2011, niveau sensiblement supérieur à la moyenne nationale (17,2%). Ce vieillissement constitue un enjeu de politique publique important, en termes d'accès aux soins, d'hébergement, etc.

Un poids particulier pour la fonction publique et l'agriculture

Le Limousin est marqué par une forte proportion de l'emploi dans le tertiaire non marchand (36,6% contre 31% en moyenne nationale). Ceci est notamment dû à l'importance de l'emploi public : les trois fonctions publiques représentent ainsi 25% de l'emploi limousin, contre 21% en moyenne dans la France de province. L'explique notamment le nombre élevé de structures d'accueil pour personnes handicapées et pour personnes âgées, conséquence du vieillissement de la population.

La prépondérance du tertiaire non marchand se retrouve également dans la décomposition de la valeur ajoutée : il représente 32% de la valeur ajoutée régionale, contre 23% en moyenne en France.

L'agriculture est également comparativement plus représentée dans le Limousin que sur l'ensemble du territoire. En 2013, ce secteur représente 5,2% de l'emploi régional, contre 2,5% au niveau national.



Économie : structure et dynamiques

Une performance économique nettement inférieure à la moyenne nationale

Le PIB régional du Limousin s'élève à 17,7 Md€, soit 0,9% du PIB national. Le Limousin est ainsi l'avant-dernière région métropolitaine, avant la Corse, en termes de PIB.

Ramené à la population, le PIB s'élève à 24 061 €, niveau lui aussi nettement inférieur à celui enregistré en France métropolitaine hors région Ile-de-France (27 856 €). Cette situation résulte d'une croissance économique durablement plus faible que la moyenne française.

Par ailleurs, le PIB par habitant a enregistré dans le Limousin une décline dans les années récentes : il a ainsi baissé de 0,2 % entre 2000 et 2013 quand, dans la même période, le PIB par habitant national progressait de 0,5% (0,3% hors Île-de-France).

Cette moindre performance peut s'expliquer par la structure de l'économie limousine, spécialisée sur le secteur tertiaire non marchand et sur une agriculture peu rémunératrice – selon le Ministère de l'agriculture, le revenu des exploitants limousins est inférieur de moitié à la moyenne nationale.

Cet écart de croissance s'est davantage creusé dans la période récente sous l'effet de la crise économique. Le Limousin a ainsi connu un repli de son PIB de 3% entre 2008 et 2011 alors que l'évolution du PIB national a été positive sur cette même période.

Cette évolution témoigne d'un certain décrochage de la région Limousin par rapport à l'évolution globale de l'économie française.

Un chômage moins élevé mais en plus forte croissance

En termes de taux de chômage, la situation est plus favorable dans le Limousin que dans le reste de la France : le taux de chômage s'établit ainsi à 9,0% en 2014, contre 9,8% en moyenne nationale.

Néanmoins, la croissance du chômage a été plus dynamique dans le Limousin qu'au niveau national : le taux de chômage a ainsi crû de 2,6 points entre 2000 et 2014 contre 1,7% en France.

Une pauvreté plus marquée qu'au niveau national

La pauvreté est plus importante dans le Limousin que dans le reste de la France. Le taux de pauvreté s'élève ainsi à 15,4% de la population fin 2012, contre 14,3% en moyenne nationale. La pauvreté touche plus sensiblement les personnes âgées : 14,8% des plus de 75 ans se situent ainsi sous le seuil de pauvreté, contre 10,2% en moyenne nationale.



Les dépenses

Conformément à la volonté affichée de maîtriser ses dépenses, la région Limousin les a réduites de 3,7% entre 2009 et 2013. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté (+7,1%), certes dans des proportions moindres que la moyenne nationale, mais ce sont les dépenses d'investissement qui supportent ce repli (- 20,4% sur la période, hors dette).

Un poids important pour les dépenses de personnel

Les dépenses totales de la région Limousin s'élèvent à 400 millions d'euros en 2013, soit 523€ par habitant, contre 551 en 2009. Même s'il enregistre un recul sensible (-5,1%), ce montant reste supérieur à la moyenne des régions métropolitaines françaises (420€ par habitant).

Entre 2009 et 2013, les dépenses de fonctionnement ont enregistré une croissance de 7,1% dans la région Limousin, croissance inférieure à la moyenne française (+8,4%). Les frais de personnel ont, eux, connu une hausse de 9% entre 2009 et 2013, soit une progression inférieure à la moyenne nationale (+12,2% sur la période).

Les dépenses de personnel de la région représentent 18,6% des dépenses de fonctionnement totales, soit un niveau supérieur à celui constaté dans les autres régions (16,9% en moyenne), et 13,9% des dépenses totales, contre 10,6% en moyenne dans les régions métropolitaines. Les charges d'intérêts de la dette ont enregistré une progression proche du niveau constaté dans les autres régions (+49% contre +45%).

Forte réduction de l'investissement

Le repli des dépenses s'explique pour la plus grande partie par le recul des dépenses d'investissement hors dette : -20% entre 2009 et 2013, niveau largement supérieur au repli constaté au niveau national (autour de 7%). Cette baisse des dépenses a concerné l'ensemble des composantes de l'investissement. L'équipement brut a ainsi reculé de 38,5% entre 2009 et 2013, les subventions versées, de 12,7%.

Au total, en 2013, l'investissement hors dette représente 85,2 millions d'euros, soit 21,3% des dépenses totales, contre une moyenne nationale de 30%. Les dépenses d'investissement représentent 111,4€ par habitant, contre une moyenne nationale de 129,2€.

Priorité aux transports

En 2013, le transport représente le premier poste de dépenses de la région, avec 23,8% des dépenses totales. Cette part était de 18,4% en 2009, soit une augmentation de 25% sur la période. Parallèlement, d'autres domaines voient leurs crédits réduits : l'enseignement (-17,4% sur la période), l'action économique (-16,1%) et les services généraux (-4,5%). Malgré cette baisse, les services généraux représentent toujours une part des dépenses totales plus importante que dans les autres régions : 10,8% en 2013, contre 7,6% en moyenne nationale. L'action économique également, à 11,0% dans le Limousin contre 7,0% en moyenne française.



Les recettes

Recul des recettes fiscales

Les recettes de la région Limousin s'élèvent à 392,5 millions d'euros en 2013, en baisse de 4,3% par rapport à 2009. Les recettes fiscales reculent alors que les recettes non fiscales progressent.

Les recettes fiscales ont baissé de 2,1% entre 2009 et 2013. Elles s'élèvent aujourd'hui à 166,9 millions d'euros et représentent 42,5% des recettes totales, niveau inférieur à la moyenne des régions métropolitaines (45,7%). Cette baisse de la fiscalité s'explique avant tout par la baisse de la fiscalité directe (CVAE et IFR), de 19,5% sur la période, causée par les performances économiques dégradées de la région.

Hausse des dotations

Les dotations et subventions reçues par la région sont en hausse entre 2009 et 2013 : +12,4%. Elles représentent 200,7 millions d'euros.

Au sein de ces transferts, la dotation globale de fonctionnement (DGF) a augmenté de 1,2% sur cette période, niveau supérieur à l'augmentation constatée pour l'ensemble des régions métropolitaines (+0,8%).

D'une manière générale, la hausse des dotations de fonctionnement (de 158,6 millions en 2009 à 187,8 millions d'euros en 2013) fait plus que compenser la baisse des dotations d'investissement, et notamment la baisse du fonds de compensation de la TVA (FCTVA, fonds qui compense la TVA payées par les collectivités sur leurs investissements), dans un contexte de baisse de l'investissement régional (-20,4% sur l'investissement hors dette entre 2009 et 2013).



L'endettement

La dette de la région Limousin est d'un niveau relativement élevée mais connaît une augmentation nettement moins rapide que celle des autres régions. Les charges d'intérêts sont en faible augmentation. Sa capacité de désendettement est proche de la moyenne nationale et la dette est soutenable.

Une dette élevée mais en faible progression

La dette de la région a peu augmenté entre 2009 et 2013, passant de 228,4 à 245 millions d'euros, soit une hausse de 7,3% sur la période. Cette hausse est très inférieure à la moyenne constatée dans les régions métropolitaines (+30% entre 2009 et 2013).

Néanmoins, rapportée à la population, elle se situe à un niveau supérieur à la moyenne : 320,3€ par habitant en 2013, contre 303€ dans les régions métropolitaines, soit un écart de 17€.

Cet écart tend à se réduire, puisqu'en 2009 le niveau de dette par habitant était de 303€ contre 238 € en métropole, soit un écart de 65 €.

Le Limousin consacre 15,4 millions d'euros au remboursement de la dette chaque année, niveau en diminution par rapport à 2009 (28,6 millions d'euros).

La faible augmentation de la dette entre 2009 et 2013 s'est accompagnée, dans la région Limousin, d'une faible augmentation de la charge d'intérêts : 9 millions d'euros en 2013, contre 6 millions en 2009, soit une augmentation comparable à celle de la moyenne nationale.

Une capacité de désendettement proche de la moyenne nationale

La capacité de désendettement, qui mesure le nombre d'années nécessaires au remboursement intégral de l'encours de dette si l'intégralité de l'épargne brute de la région y était consacrée, s'élève à 4,1 années pour le Limousin en 2013. Ce niveau est stable par rapport à celui constaté en 2009 (4,1 également).

Il est dans la moyenne constatée en métropole (4,0 années). Là encore, l'écart s'est réduit : en 2009, il était de 1,2 année (4,1 années pour le Limousin contre 2,9 en moyenne nationale) ; il n'est plus que de 0,1 année en 2013.